

UN PAYS À PORTÉE DE MAIN

Les rescapés de la famine et la proclamation du Grand Liban (1918-1920)

Youssef MOUAWAD

Docteur en droit de l'Université Paris-II
Avocat à la cour de Beyrouth

*Faransa um el dunia 'oumoum... wa 'tazu ya loubnaniyin.¹
Consequently, wherever the representatives of France went in occupied Lebanon, they were met by welcoming crowds of Maronites that discharged their pistols in the air and greeted them with loud cheers². Kamal Salibi*

Par ces deux citations mises en exergue, l'auteur plante d'emblée le cadre et le décor du regard qu'il jette rétrospectivement sur la période transitoire qui va d'octobre 1918 à septembre 1920. De la fin de la Grande Guerre et du démantèlement de l'Empire ottoman à la proclamation de l'État du Grand Liban, deux années d'incertitude pour la population chrétienne-maronite du Mont Liban. Entre le petit Liban du Règlement Organique de 1961, le Grand Liban de 1920, sans oublier les projets d'un empire arabe hachémite au Levant, cette population, traumatisée par le conflit druzo-maronite de 1860 et rescapée de la famine de 1915-18, traverse des moments d'espoir souvent déçus mais qui aboutissent à ce Grand Liban dont nous célébrons le premier centenaire cette année. L'étude de Youssef Mouawad est un regard réaliste qui contextualise, à partir de références d'époque, le récit de cette période vécue par une « communauté aux abois » comme il le dit – NDLR.

Dans un Moyen-Orient islamo-arabe lâché par l'Empire ottoman à la fin de la Première guerre mondiale, prenons comme objet d'étude, le Mont Liban et sa communauté maronite. C'est à l'évidence, une communauté à faible coefficient de sécurité, ayant vécu en l'espace de soixante ans deux épreuves d'une ampleur telle qu'elle a failli être

¹ « La France est mère de toutes les nations (sans exception) ! Alors, tirez-en fierté, ô libanais » : refrain scandé par les foules de « libanistes » à tout rassemblement en faveur du Grand Liban. Dans le même sens, une anecdote assez significative me fut rapportée par ma grand-mère : lorsqu'en 1918, un escadron britannique bivouaqua dans les environs de Zgharta, il fut accueilli par une foule qui criait « viva la fransa ». Ce ne fut pas du tout du goût des cavaliers de Sa Majesté qui, nargués de la sorte, démenagèrent aussitôt.

² « Par conséquent, partout où les représentants de la France se rendaient dans le Liban occupé, ils étaient accueillis par des foules de maronites en liesse qui déchargeaient leurs armes en tirs de joie et les saluaient avec des acclamations », Kamal Salibi, *The Modern History of Lebanon*, New York, Caravan Books, Delmar, 1977, p. 163.

éradiquée de la surface de la terre ! Une première fois en 1860 lors du conflit avec les druzes où l'on compte plus de dix mille victimes chrétiennes, et une seconde fois, avec les ravages de la Grande Famine : cette disette aurait fait entre 1915 et 1918, deux cent mille morts³. Nous garderons à l'esprit, que ce sont les troupes françaises qui sont venues à la rescousse des Maronites en 1860, qui les ont réinstallés dans leurs foyers et qui ont défendu leurs intérêts, lors de ce qu'on a désigné comme la première intervention humanitaire de l'histoire. Nous rappellerons également, qu'entre 1916 et 1919, ce sont principalement les secours français qui ont assuré, avec le concours du clergé local, la subsistance aux affamés⁴, ces rescapés de la plus grande catastrophe du Liban historique. Ainsi, dans les faits, c'est à deux reprises que la France répondait à l'appel de détresse lancé par les chrétiens du Mont Liban. Dans l'imaginaire maronite, les liens avec la nation française étaient indéfectibles, et toute une littérature comme toute une éducation missionnaire francophone y prépare les esprits, et ce depuis les dernières décennies du XIX^{ème} siècle.

C'est dans cette perspective que nous aborderons la question. Cet article s'attachera à relever le jeu des émotions dans une population catholique uniate du Mont Liban entre 1918 et 1920. Ces émotions passaient sans transition de l'espoir à la déception, de l'attente fébrile à l'exaltation dans les rangs d'une communauté qui, rappelons-le, est rudement malmenée par le cours des événements. Cela dit, nous utiliserons ci-après, et pour des raisons de convenance et de simplicité, le vocable « chrétien(s) » du Liban, de la Montagne ou du Mont Liban pour désigner principalement les Maronites et leur *millet*.

LE DÉCOR EST PLANTÉ

Une fois que les troupes ottomanes se sont retirées (début octobre 1918) et que les alliés ont occupé Beyrouth, la question de l'avenir politique du Mont Liban allait se poser dans toute son acuité. Un différend allait opposer l'émir Faysal, candidat des *wahdawayun* (unionistes, partisans d'une grande Syrie unifiée, et d'une monarchie chérifienne),

³ Linda Schatkowski Schilcher, *The Famine of 1915-1918 in Greater Syria*, in "Problems of the modern Middle East in historical perspective", Essays in honor of Albert Hourani, John Spagnolo (ed.), Ithaca Press, Reading, 1972, p. 229 et suiv.

⁴ Yann Bouyrat, « Une entreprise difficile : L'aide de la France au Mont Liban pendant la Grande Famine (1916-1919) » in *De la Grande Guerre au Grand Liban, 1914-1920*, Carole H. Dagher et Myra Prince (dir.), Paris, Geuthner, 2015, p. 61-89.

au patriarche Elias Hoyek, représentant des *kayaniyun* (libanistes ou indépendantistes, partisans d'un Liban autonome, détaché de l'hinterland syrien). Ces deux personnages, acteurs d'une lutte sourde et implacable, allaient constituer autour d'eux deux socles populaires inébranlables, quitte à ce que certains intellectuels ou notables chrétiens fassent évoluer leurs allégeances entre l'un et l'autre, au gré des changements de contexte. Le litige allait s'étaler sur une période de deux ans, dans l'attente d'un arbitre qui aura à le trancher par le fer et par le feu. L'émir Faysal, supposément appuyé par les britanniques, revendiquait ouvertement le trône d'une Syrie unifiée et indépendante alors que le patriarche maronite, soutenu grosso modo par les Français, réclamait, tout aussi fermement, un Liban élargi, indépendant du voisin syrien, et sous tutelle française. Entre ces deux pôles qui s'ignorent et qui ne se rencontreront jamais, se déroule un duel à fleurets mouchetés, car jamais l'un des deux protagonistes ne s'en prendra à l'autre directement, ni ne le mettra en cause personnellement. En revanche, sur la place publique, on note échauffourées, algarades et provocations. L'enjeu est de taille et l'ambiance est celle d'une veillée d'armes.

En attendant que le général Gouraud règle la question existentielle par les armes en juillet 1920, l'opinion publique allait donc vivre une méchante querelle entre unionistes et libanistes⁵, querelle qui aurait pu dégénérer en conflit civil sanglant, n'était-ce la présence de troupes britanniques et françaises sur les lieux ! Néanmoins l'historiographie officielle a choisi, et pendant cent ans, de passer sous silence les dissensions internes, et qui plus est, confessionnelles de l'époque en question ; et de fait, elle s'attachera à célébrer la proclamation du Grand Liban à la Résidence des Pins, en occultant les incidents qui pouvaient ternir la gloire de cette « fameuse journée » du premier septembre 1920, érigée en symbole de l'unité nationale entre Chrétiens et Musulmans sous l'égide de la France.

UN FLOT ININTERROMPU DE PÉTITIONS

À ce stade, il est indispensable de donner une idée des pétitions qui ont été adressées aux autorités françaises par la population du Mont Liban et qu'on retrouve conservées aux archives du Quai d'Orsay. À titre d'exemple, jetons un coup d'œil sur la pétition suivante, rédigée en

⁵ Querelle se traduisant par une bipolarisation de la vie politique libanaise, querelle qui se poursuivra, sous une forme ou une autre, jusqu'après l'indépendance.

français, qui émane de la municipalité de Zgharta, et qui porte sa date de réception, à savoir le 13 décembre 1918 :

*À son Excellence Monsieur Georges Picot
Haut Commissaire (sic) de la République Française en Syrie
(Annexe dépêche Beyrouth, n° 123 du 13-12-1918)*

Excellence

De tous les villages du Nord du Liban, nous recevons des requêtes contenant les vœux de la population et que nous avons l'honneur de présenter à votre Excellence pour les transmettre aux Puissances de l'Entente.

Ces requêtes se résument ainsi :

- 1- Un agrandissement du Liban conforme à ses frontières naturelles, par lequel nous espérons confondre dans la même nationalité tous les Maronites se trouvant en dehors des limites actuelles de notre pays.*
- 2- Une extension des privilèges en harmonie avec l'état des mœurs et des coutumes régnant au Liban*
- 3- Le protectorat effectif de la France : pour la raison qu'il nous est impossible de défendre ces prérogatives sans le concours de la Puissance qui nous a tant protégés et que toute la population appelle à l'unanimité.*

Dans l'espoir que ces demandes trouveront dans la personne de votre Excellence, Monsieur le Haut Commissaire, un éloquent défenseur, veuillez agréer l'expression de la plus haute considération de vos dévoués

Commission de la Municipalité de Zgorta

Le Président : Rachid Mawad

Les membres : Saïd Koury, J. Boulos, A. Mawad, K. Frangie, P. Torbey.

Des dizaines de manifestes et de placets en arabe, portant les mêmes revendications, certifiées par les *mukhtars*, s'adressent aux autorités françaises. Si le Mont Liban connaît à cette époque précise, une fièvre de pétitions, c'est qu'elle était alimentée par des associations à but politique, par des réseaux informels et surtout par le clergé, sur mot d'ordre du patriarche⁶.

Quant au fond, l'acharnement des indépendantistes à élargir le Liban pour inclure des plaines fertiles, ne peut être compris que si l'on garde à l'esprit que la Grande Famine avait dévasté le Mont Liban, massif rocailleux incapable d'assurer les denrées nécessaires à la subsistance

⁶ Lesdites pétitions sont conservées dans les archives du Quai d'Orsay, A E, Archives Diplomatiques.

de ses habitants. L'autre raison, moins avouable peut-être, était que les Maronites voulaient rassembler dans une patrie rêvée, le plus grand nombre possible de leurs coreligionnaires, sans aller, il faut l'admettre, jusqu'à vouloir créer un « foyer national » chrétien, comme iraient le prétendre certains auteurs.

Par ailleurs, il est à noter que le mot indépendance n'était pas encore nommément prononcé, ni largement utilisé par les Maronites. En cette fin d'année 1918, leurs revendications ne portent que sur le renforcement des privilèges du Mont Liban dans un milieu islamo-arabe. Prudence ou excès de pudeur ? C'est à voir.

BIPOLARISATION D'APRÈS UN POINT DE PRESSE

Au sortir de la Grande Guerre, la situation était certes confuse dans l'esprit des libanais, mais très vite les choses allaient se décanter. Six mois plus tard, on voit les libanistes proclamer ouvertement leur séparatisme, comme nous le confirme cet éditorial du journal *Lisan al-Hal* du 17 juillet 1919 que nous traduisons :

Le Syrien réclame l'unité, et le Libanais la sécession (infisal), qui va donc triompher ?

Certains exigent l'indépendance sans mandat aucun et d'autres la tutelle (étrangère), qui va donc l'emporter ?

Le Syrien prétend que le Liban ne peut survivre qu'en se joignant à la Syrie et le Libanais rétorque que le Liban ne peut survivre que détaché de la Syrie, qui donc a raison ?

Ceux qui réclament le Grand Liban disent nous craignons la majorité dans l'union et leurs détracteurs rétorquent nous craignons aussi bien la majorité dans la sécession, à quoi donc tient cette crainte ?

Nous tous savons la cause de la crainte et savons également que la bonne entente dissipe la crainte, pourquoi donc ne trouvons-nous pas un terrain d'entente ?

Sa Béatitude le patriarche, le doyen du Liban, s'est rendu (à Paris) pour réclamer l'union libanaise, y arrivera-t-il ?

Son Altesse le prince Faysal l'a suivi (à Paris) pour réclamer l'union syrienne, réussira-t-il ?

Chaque parti demande l'aide de Dieu et de la Conférence (de la Paix), qui donc obtiendra la réponse favorable ?

Ceux qui réclament l'union disent : nous sommes voisins, pourquoi nous séparer ? Et ceux qui réclament la sécession leur répondent en quoi la sécession empêche-t-elle les bons rapports de voisinage ?

Ceux-ci disent pourquoi nous séparer politiquement si nous sommes unis économiquement, et ceux-là rétorquent quelles pertes allez-vous subir si nous sommes séparés politiquement et unis économiquement ?

Ces points sont les points de discorde entre les Syriens et les Libanais comme entre les habitants du Grand Liban lui-même, qui va donc arbitrer ce conflit ?

N'est-ce pas honorable, ce que nous avons dit et n'est-ce pas honorable ce qu'ils ont dit ? Pourquoi l'oublions-nous ou plutôt pourquoi feignons-nous de l'oublier ?⁷

Il est clair désormais que dès la première moitié de l'année 1919, les indépendantistes se sont mis à revendiquer un Liban détaché de la Syrie. Ce point de presse est révélateur des dissensions sociales et cette bipolarisation porte les germes d'un conflit confessionnel. Les lignes de fracture sont nettement tracées. Les esprits sont mobilisés et tout un chacun a choisi son camp dans l'attente d'un affrontement qui serait, le cas échéant, décisif.

LE FILM DES ÉVÉNEMENTS

L'emballement, l'angoisse et le désenchantement caractérisent la psyché collective des groupes minoritaires, des sociétés non-apaisées et des ensembles humains vivant dans l'insécurité. Dans ce qui suit, nous allons pister, comme mentionné plus haut, et illustrer les émotions vécues par les chrétiens du Liban, émotions vécues en dents de scie. Les libanistes, tout comme les unionistes d'ailleurs, allaient vivre des hauts et des bas durant la période des deux ans susmentionnés, allant de début octobre 1918 (date du retrait des troupes ottomanes du Mont Liban) au 1^{er} septembre 1920 (date de la proclamation du Grand Liban). L'exaltation ou le soulagement dans les rangs d'un groupe se répercuteront nécessairement comme dépit et amertume dans les rangs de l'autre.

Mais attachons-nous aux seuls Maronites : pour eux, la France protectrice est de retour, même si son poids militaire sur le terrain est sans commune mesure avec celui du Royaume-Uni. Il n'en reste pas moins que dans l'imaginaire de ces chrétiens orientaux, c'est le miracle tant attendu ! Un pays est à portée de main : la France allait le leur offrir et l'occasion, belle à saisir. Durant cette période, ils allaient vivre de grandes attentes comme ils allaient souffrir d'immenses

⁷ *Lisan al-Hal*, 17 juillet 1919, Beyrouth.

déceptions, car, à certains moments, ils ont toutes les raisons de perdre espoir et de renoncer à leurs audacieux projets. La moindre déclaration d'un officiel, la moindre rumeur colportée, le moindre geste d'un responsable allaient avoir une résonance multipliée, comme le moindre événement allait être surinvesti émotionnellement dans une opinion publique chauffée à blanc. Les chrétiens du Liban, ces survivants de la Grande Famine ne sont pas censés agir rationnellement dans l'immédiat après-guerre ; ils s'attachent à la France comme à une planche de salut, ne craignant pas d'« antagoniser » leurs voisins et « compatriotes musulmans » qui réclamaient une Syrie unifiée, indépendante et libre de tout mandat étranger.

Ayant frôlé l'extinction et côtoyé l'extrême misère, ces rescapés de la mort lente ne mettent pas un frein à leur passion française, soi-disant porteuse d'indépendance, ni chercher à amadouer l'opinion islamo-arabe qui prévalait en Grande Syrie. Ils reviennent de loin, ils parient gros et le risque qu'ils allaient courir en s'aliénant leurs voisins immédiats est énorme. C'est un coup de dés, un saut dans l'inconnu que certains historiens n'ont pas hésité à qualifier « d'anomalie maronite », vu qu'ils n'avaient pas décelé les mêmes ambitions sécessionnistes dans d'autres populations ou communautés de la région⁸.

Alors revenons au point de départ pour retracer le fil des événements et rapportons ci-après l'histoire des humeurs changeantes et des émotions fluctuantes de ceux qui ont souffert de la disette.

Prise de contact et déconvenues

Le retrait des troupes ottomanes ne répondra pas à toutes les attentes de la population affamée du Mont Liban. Le 7 octobre, Shukri al-Ayubi, ancien gouverneur de Damas, mandaté par l'émir Faysal, arrive à Beyrouth à la tête d'un escadron de cavaliers. Il occupe le grand Sérail et arbore le drapeau chérifien⁹. Ce n'est que le lendemain, qu'une division navale française opère un débarquement : le contre-amiral Varney est « *accueilli par des vivats aussi spontanés qu'enthousiastes* »¹⁰. Les marins défilent, drapeau tricolore déployé, et distribuent des vivres.

⁸ Carol Hakim, "Shifting Identities and Representations of the Nation among the Maronite Secular Elite in the Late Ottoman Period", in Thomas Philipp & Christoph Schumann (ed.), *From the Syrian Land to the States of Syria and Lebanon*, Orient-Institut der DMG Beirut, Beirut, *Beiruter Texte und Studien* 96, 2004, p. 239-253.

⁹ Henri de Wailly, *Liban, Syrie, Le Mandat*, Paris, Perrin, 2010, p. 79.

¹⁰ Gustave Gautherot, *La France en Syrie et en Cilicie*, Librairie Indépendante, Courbevoie, 1920, p. 50-51.

Leur passage n'a qu'une valeur symbolique¹¹. Les libanistes ne sont pas rassurés car à la prise du pouvoir à Beyrouth succède celle du Mont Liban. Shukri al-Ayubi qui a investi le sérail de Baabda, chef-lieu de l'ex-*Mutasarifiya* du Mont Liban, nomme le maronite Habib Pacha al-Saad gouverneur civil¹². Ce dernier prête allégeance à Faysal. C'est l'alarme dans les rangs des indépendantistes¹³.

Le 8 octobre, le général Allenby, à la tête des troupes britanniques, entre dans Beyrouth. Sous ses ordres, un détachement français est commandé par le colonel de Piépape. « Le haut-commissaire français n'est plus que son adjoint en qualité de *chief political advisor*, les unités militaires françaises du général Hamelin (DFPS) constituant toujours une simple brigade de la 7^{ème} division britannique¹⁴ ». Les libanistes, en majorité maronites, s'attendaient à une démonstration de force de la part des Français : ils sont déçus. Mais une satisfaction leur est aussitôt accordée : le 9 octobre, le drapeau chérifien est descendu des bâtiments publics de Beyrouth, sur ordre des autorités britanniques¹⁵ et le gouvernement de Omar al-Daouk, notable sunnite, passe au colonel de Piépape, promu administrateur de la zone « Ouest » qui comprend le littoral et le Mont Liban¹⁶. L'avantage français est consolidé et ledit colonel s'installe au grand Sérail. Ce n'est que le 20 octobre qu'arrive de Haïfa par voie de mer, le premier contingent français ; il défile à Beyrouth au milieu des acclamations¹⁷. Mais ce contingent ne disposera de voitures motorisées qu'en juin 1919, ce qui n'est pas de nature à renforcer son prestige¹⁸.

Comme l'opinion publique est divisée¹⁹, les Français font des gestes d'apaisement à l'égard des unionistes, musulmans dans leur grande majorité. La prière du vendredi est toujours prononcée au nom du chérif Husayn. Les chrétiens ne comprennent pas le double langage des officiels désignés par Paris ! Ces derniers ne sont-ils pas au Liban

¹¹ L'ouvrage capital de Carla Eddé, *Beyrouth, Naissance d'une Capitale (1918-1924)*, Paris, Sindbad, 2009, p. 45.

¹² Ex-président du Conseil Administratif de la Mutasarifiya du Mont Liban, instance dissoute en 1915 par les autorités ottomanes.

¹³ Carla Eddé, p. 44.

¹⁴ Henri de Wailly, p. 90-91.

¹⁵ Kamal Salibi, p. 162 et suiv.

¹⁶ Carla Eddé, p. 46.

¹⁷ Gustave Gautherot, p. 55.

¹⁸ Henri de Wailly, *op. cit.*, p. 78.

¹⁹ Yusuf al-Hakim, *Suryia wal 'ahd al-Faysali*, Dar al-Nahar lil Nashr, Beyrouth, 1986, p. 49.

pour soutenir leur cause ? Cette exigence d'exclusivité empêche lesdits officiels de manœuvrer entre les diverses communautés ; ils ne peuvent donc rassurer les libanistes quant à leur sort, qu'en catimini. Incident significatif : Robert Coulondre, adjoint du Haut Commissaire, est muté car il s'est permis de rappeler les liens privilégiés des Maronites avec la France, lors de la messe de Noël dans la cathédrale St Georges des maronites de Beyrouth²⁰.

Le 28 Octobre, le général Hamelin est à Beyrouth pour remplacer le colonel de Piépape à la tête des troupes françaises. Comme officier ayant le même grade, il pourra traiter d'égal à égal avec le général anglais Allenby. C'est une période d'attente où les deux partis, unionistes et libanistes, fourbissent leurs armes et vivent dans l'expectative. De quoi seront faits les lendemains ?

Le 17 novembre, l'émir Faysal arrive à Beyrouth, ses partisans lui font une réception populaire on ne peut plus chaleureuse ; ils vont jusqu'à dételer l'attelage et tirer la voiture à la place des chevaux jusqu'au Bourj, lieu de mémoire qui s'appellera désormais Place des Martyrs. Les chrétiens sont consternés. Une rixe éclate entre arméniens de la Légion d'Orient et policiers musulmans : on déplore 4 tués et 16 blessés²¹. Exacerbation des sentiments religieux !

Faysal s'embarque, le 22 novembre, sur un navire britannique à destination de l'Europe, il va plaider la cause syrienne à la Conférence de la Paix. Le 7 décembre, il est à Paris. Sa présence à ladite Conférence est ressentie comme une menace pour les thèses indépendantistes promues par la majorité des chrétiens du Liban. D'où une réaction immédiate : le parti de la Jeunesse libanaise, fondé lors de l'avant-guerre, reprend ses activités et revendique un Grand Liban avec l'aide de la France. Son organe de presse *Al-Barq*, subventionné par le Haut Commissaire, est censuré à l'occasion tant il est incisif. Dans la foulée, se constituera l'Association pour un Grand Liban (*Jami'yat Lubnan al-Kabir*) avec des agences dans les diverses localités de la Montagne comme dans les villes côtières. En décembre 1918, l'Union Chrétienne (*al-Ittihad al-Masihi*) se constitue à Beyrouth au domicile d'Alfred Sursock, personnalité grecque-orthodoxe de premier plan. Mais c'est surtout le Conseil Administratif de l'ex-*Mutasarifiya* qui réagit au voyage de Faysal en Europe. Il constitue une délégation officielle, présidée par le maronite

²⁰ Carla Eddé, *op. cit.*, p. 52.

²¹ Gustave Gautherot, p. 111.

Daoud Ammoun, chargée de se rendre à la Conférence de la Paix pour présenter les revendications du Liban. Elle arrive à Paris le 25 janvier et prend parole devant le Conseil des Dix, le 15 février 1919²².

Enthousiasme et déceptions

Aux yeux des Maronites, l'attitude de la France reste ambiguë sinon décevante : ses représentants ne soutiennent pas assez ceux qui ne cessent de clamer haut et fort leur attachement séculaire au pays de Saint Louis et de Napoléon. Il n'empêche que la population de la montagne leur fait triomphe à chacun de leurs passages.

Au début de l'année 1919, le général Hamelin entreprend à la tête d'une colonne la visite du Liban central et méridional. En voici, le récit. Le 13 janvier, il est à Deir al-Qamar :

Mais ce fut à Deir-el-Kamar (...) que commença réellement la marche triomphale. Depuis quatre heures, une foule compacte s'était massée à l'entrée de la ville ; les hommes étaient, selon la coutume, munis de sabres, de pistolets et de pétards. À la vue des officiers français, épée au clair, et des soldats, baïonnette au canon, qui défilaient crânement devant elle, au son du clairon – d'ailleurs unique – qui soufflait à perdre haleine des marches françaises, cette foule orientale laissa éclater un indescriptible enthousiasme : des milliers de coups de feu crépitèrent, semblables, en raison de leur fréquence, à un formidable roulement de tambour ; dans les rues, aux fenêtres, aux balcons, sur les terrasses, sur les arbres, partout, les habitants en délire, nous acclamaient, nous aspergeaient de parfums, nous encensaient, nous couvraient de fleurs, nous bénissaient. Les cloches sonnaient à toute volée. Nous nous frayions à grand 'peine un passage sous une véritable voûte de drapeaux tricolores. Les hymnes d'allégresse se transformaient en hurlements de joie. Tous les cœurs s'ouvraient, débordaient de reconnaissance et d'amour devant la France qui passait ! Sur la grand'place une tempête d'applaudissements répondit au geste du commandant de la colonne, le capitaine Recoura, qui, d'un geste large, salua de son épée la multitude²³.

Le 14 janvier, le général Hamelin est à Beit el-Dine ; le 18 janvier, il est à Mukhtara à la table des Joumblatt qui le reçoivent comme un prince.

²² Antoine Hokayem et Marie Claude Bittar, *L'Empire Ottoman, les Arabes et les Grandes Puissances (1914-1920)*, Beyrouth, Les Éditions Universitaires du Liban, 1981, p. 101.

²³ Gustave Gautherot, p. 82-85.

Au lendemain de l'ouverture de la Conférence de Paix à Versailles (18 janvier), Hamelin arrive au village de Ayshiya, dans les environs de Jezzine, où l'attend un spectacle des plus insolites :

Le sentier traverse ensuite Ashid (Ayshia), uniquement habité de chrétiens. À la vue de la colonne, le prêtre catholique bondit à son église et se mit à tirer de toutes ses forces la corde de la cloche ; cette corde pendant à l'extérieur d'un mur blanc, on apercevait de très loin le prêtre soulevé à plus d'un mètre du sol ; il tirait, tirait comme un possédé, s'arrêtait parfois pour reprendre haleine, déchargeait en l'air un pistolet automatique puis tirait avec une telle ardeur qu'à notre arrivée il ruisselait de sueur. La plupart de ses ouailles, qui venaient d'endurer une longue famine, étaient d'une affreuse maigreur et couverts de haillons sordides : notre présence parut les délivrer de tous leurs maux, et leur joie revêtit les formes les plus touchantes. Des femmes précédaient la colonne en exécutant leurs danses des grands jours ; beaucoup d'autres la suivaient en dansant également avec leurs enfants sur les bras. Le ravitaillement français venant d'arriver, une partie du riz distribué – offrande suprême – nous fut lancée au visage, tandis que le prêtre, délirant de joie, continuait à décharger son pistolet automatique²⁴.

La marche triomphale du général Hamelin se poursuit. Les agglomérations chrétiennes jubilent à l'arrivée des représentants de la France. Pendant ce temps, la délégation présidée par Daoud Ammoun s'active à la Conférence de la Paix. Le 13 février, elle soumet ses revendications où elle tient les propos suivants :

...Le Liban a toujours été autonome... il demande à recouvrer, avec la reconnaissance de son indépendance, ses frontières historiques et naturelles ... Plus de la moitié de sa population a disparu, victime de l'exil, de la pendaison et de l'affamement systématique auxquels les Turcs l'ont livrée... il a demandé la collaboration d'une grande puissance. Ce pays ne pouvait être que la France...

... Nous désirons ardemment resserrer les liens de toute sorte qui nous rattachent à nos voisins. La réalisation de ce désir dépendra des preuves de viabilité, de capacité et de tolérance que donnera le nouveau gouvernement de Syrie²⁵...

²⁴ Ibid. p. 94.

²⁵ Hokayem-Bittar, p. 106-9.

Le mot « indépendance » est officiellement prononcé par une délégation mandatée à cet effet. La cautèle n'est plus de mise dans les rangs des libanistes ; étant si près du but, on ne craint pas de froisser les voisins musulmans.

Mais à Beyrouth et au Mont Liban, l'attente est pesante et les rumeurs se multiplient. On s'imagine que la France va laisser tomber les chrétiens pour complaire aux musulmans et élargir le cercle de sa clientèle, traditionnellement réduite à la communauté maronite. La France tient-elle donc pour acquis les indépendantistes et cherche-t-elle ainsi à élargir le cercle de ses partisans ?

En mars 1919, l'inquiétude des libanistes est à son comble. Le comité des Chrétiens de Beyrouth publie un communiqué dans le *Lisan al-Hal* qui déplore le sombre avenir d'un Liban intégré à une Syrie sous protection française. L'article très virulent est censuré par les autorités.

La délégation libanaise rentre de Paris sans avoir obtenu de résultats tangibles. Le 22 mars, se tient à Baabda une manifestation qui proteste contre l'usurpateur bédouin qu'est le prince Faysal. Au mois d'avril, le journal *Lisan al-Hal* annonce un accord intervenu entre Faysal et les autorités françaises.

Fin Avril, Monseigneur Moubarak, archevêque maronite de Beyrouth, commet l'imprudence de saluer la Syrie et la France. Vive réaction des libanistes qui envahissent les rues de certains secteurs en brandissant des armes. Ces manifestants ne cachent pas leurs sentiments anti-arabes et antimusulmans, alors qu'ils défilent aux cris de « vive la France ».

Les sentiments sont exacerbés. « Avant même le retour de l'émir Faysal à Beyrouth, l'inquiétude et la satisfaction départagent les politiciens de Syrie et du Mont Liban, en fonction de l'annonce début avril, de la venue d'une Commission d'enquête interalliée. Au Mont Liban, on est perplexe quant à la politique française, et le patriarche Hoyek envisage de se rendre en France pour rappeler les demandes de la première délégation libanaise à la Conférence de la Paix » nous dit Gérard Khoury²⁶.

Faysal arrive à Beyrouth le 30 avril sur un navire français ; il reçoit un accueil très enthousiaste de la part des unionistes. Les libanistes soupçonnent alors un rapprochement entre le prince et la France à leurs dépens.

²⁶ Gérard Khoury, *La France et l'Orient Arabe*, Paris, édition Albin Michel, 2009, p. 221.

Le premier jour de mai est une « journée faste » pour l'émir, elle est ponctuée de réceptions et il semble jouir d'une entente avec les puissances européennes. Il a une conversation avec le général Hamelin où les vieilles rancœurs remontent à la surface. Hamelin estime que « la cause du malentendu résidait plutôt dans le fait que les musulmans aient vu dans les français les mêmes français que ceux de 1860 qui étaient venus pour défendre les chrétiens contre les musulmans ». L'émir répond : « le malentendu date non pas de 1860 mais de 1916 et il faut le chercher dans les accords Sykes-Picot » ; il ajoute « *les troupes françaises arrivant à Beyrouth faisaient baisser le drapeau chérifien et prenaient la direction de l'administration*²⁷ ». Faysal finit par se rendre à Damas où, comme on l'imagine, une foule enthousiaste l'accueille.

Réaction libaniste

Le journal *Lisan al-Hal* du 10 mai 1919 appelle chrétiens et musulmans à la concertation et à l'entente. Les indépendantistes ne sont pas tranquilles : la France aurait-elle renoncé à appuyer leurs revendications, eux qui sont ses alliés exclusifs et ses protecteurs traditionnels ? Le Conseil Administratif, cherchant à court-circuiter d'éventuelles décisions contraires, adopte le 20 mai une résolution secrète portant sur l'indépendance administrative et politique du Liban et sur la formation immédiate d'une assemblée constituante²⁸.

Fin mai, les tentatives de conciliation se multiplient ; une solution de compromis est proposée, à savoir un Grand Liban, qui serait une province autonome dans une large fédération syrienne. Levée de boucliers des libanistes : Alfred Sursock et Petro Trad, notables beyrouthins grecs-orthodoxes, refusent de se désolidariser du comité des chrétiens de leur ville. Le climat politique est à l'ébullition. Ledit comité réitère de Bkerké, siège patriarcal maronite, ses revendications en faveur d'un Liban indépendant dans ses « frontières historiques ». On note une intransigeance libaniste face à une tendance au compromis qu'on relève dans les rangs des unionistes.

Le 4 juin, la foule manifeste à Baabda pour protester contre le rapprochement entre Faysal et Paris²⁹. On célèbre la journée de l'indépendance du Liban et la foule chrétienne va jusqu'à scander

²⁷ *Ibid.* p. 225.

²⁸ Carla Eddé p. 80.

²⁹ Georges Adib Karam, *L'Opinion Publique Libanaise et la Question du Liban (1918-1920, Beyrouth, Imprimerie catholique, 1981, p. 130 et suiv.*

des slogans antifrançais. Face au palais du Gouvernement, on hisse le nouveau drapeau national (cèdre sur fond blanc), et c'est un fonctionnaire français qui intervient pour calmer les esprits et retirer le drapeau pour éviter les incidents. La presse libaniste est censurée.

Le patriarche entre de plein pied dans la bataille. Les priorités françaises ne semblent pas être celles des libanistes et Georges-Picot déclare dans la presse : « si les Libanais veulent l'indépendance complète, qu'ils arrêtent de demander le Grand Liban et se contentent du Petit-Liban³⁰ ».

Le Conseil Administratif, n'y tenant plus, décrète le 16 juin la constitution d'une nouvelle délégation, présidée cette fois-ci par le patriarche maronite en personne pour porter les aspirations libanaises à la Conférence de la Paix. Les relations entre les libanistes et les autorités françaises sont au plus bas ; Georges-Picot ne souhaite pas le déplacement du patriarche à Paris.

La Commission King-Crane

Du 6 au 8 juillet, la commission américaine *King-Crane* est à Beyrouth pour consulter la population. Le comité des chrétiens de cette ville réclame l'indépendance du Grand Liban sous tutelle française et l'union économique avec la Syrie, tandis que les délégations grecque-catholique, maronite, arménienne et syriaque revendiquent un Grand Liban indépendant avec l'aide de la France.

Cette commission se rend à Tripoli le 12 juillet : l'association suscitée, *Jami'at Lubnan al-Kabir*, suit de près les résultats et annonce une victoire des thèses indépendantistes³¹. Dans cette ville, la consultation n'est pas très démocratique : les maronites de la Montagne l'ayant investie dès les premières heures de la journée, ils empêchent ses habitants d'exprimer librement leurs opinions. Et ce n'est que le 16 juillet que certaines délégations de Tripoli font valoir leur point de vue lorsque la commission se rend à Homs³². Le clivage est de plus en plus confessionnel. Au lendemain de la consultation, la tension est palpable entre les deux parties. On déplore des attentats politiques, et les polémiques s'enflamment entre journaux unionistes et libanistes.

³⁰ Antoine Hokayem, D. Bou Malhab et J. Charaf, *Le Démantèlement de l'Empire Ottoman et le Préludes du Mandat : 1914-1919*, Beyrouth, Les Éditions Universitaires du Liban, 2003, p. 586.

³¹ *Lisan al-Hal*, 15 juillet 1919.

³² *Lisan al-Hal*, 19 juillet 1919.

Le rapport de la commission *King-Crane*, rendu public en 1922, nous rapporte les souhaits des populations :

Les Maronites et les Catholiques toutes obédiences confondues se prononcent pour la France, alors que les grecs-orthodoxes sont divisés... Ceux qui sont pour un mandat français ne partagent pas les mêmes opinions quant à la place du Liban et ses rapports avec la Syrie. De Tyr jusqu'à Tripoli, ils s'en tiennent à une formulation rigide qui réclame un Grand Liban, complètement indépendant du reste de la Syrie, et sous tutelle française³³.

Ledit rapport apporte un net démenti à la thèse d'après laquelle la majorité des Maronites ne s'est ralliée à l'idée d'un Grand Liban indépendant que quelques mois avant sa proclamation.

Le 14 Juillet 1919, les Anglais permettent exceptionnellement le déploiement des drapeaux français à côté des drapeaux britanniques. Les célébrations officielles sont présidées par Georges-Picot. On note la présence des notables de toutes origines et confessions ; l'enthousiasme de la population chrétienne est à son comble.

En septembre 1919, le gouvernement de sa Gracieuse Majesté et celui de la République se mettent d'accord pour que les troupes britanniques soient remplacées par des troupes françaises, dans la zone bleue des accords de 1916.

Hoyek à Paris, Gouraud à Beyrouth et Faysal à Londres

Le Patriarche Hoyek arrive à Paris le 22 août à la tête de sa délégation. Portant mandat du Conseil Administratif, il présente, en date du 25 octobre, aux parties intéressées « Les revendications du Liban : Mémoire de la Déclaration libanaise à la Conférence de la Paix³⁴ ». Une lettre de Clemenceau en date du 10 novembre promet à Mgr Hoyek l'aide de la France afin d'assurer la création d'un État libanais dont le territoire serait élargi pour comporter des plaines et un accès à la mer.

Le général Gouraud, désigné Haut Commissaire en octobre 1919, débarque à Beyrouth en novembre. Il s'installe au grand Sérail et fait du Casino des Pins sa résidence. C'est le prestige restauré d'autant plus que la France qui ne disposait au Levant que de 15 000 soldats à son arrivée, verra ce chiffre s'élever à 44 000 en avril et à 66 000 en octobre 1920.

³³ Hokayem-Bittar, p. 163-165.

³⁴ Hokayem-Bittar, p. 197-207.

Du mois d'octobre à celui de décembre (1919), Faysal se déplace entre Londres et Paris, cherchant à gagner à sa cause les puissances victorieuses.

Imbroglie et duperie

Le 6 janvier 1920, les pourparlers entre Clemenceau et Faysal aboutissent à la signature d'un accord provisoire dont l'article 4 dispose que le prince chérifien « reconnaît l'indépendance et l'intégrité du Liban sous le mandat de la France. Les limites (du Liban) seront fixées par la Conférence de la Paix, en tenant compte des droits, des intérêts et des vœux des populations » (59).

Le 14 janvier, Faysal est à Beyrouth. Arrivé sur un cuirassé français, il est accueilli par le général Gouraud en personne (60). Dans le quartier de Basta, il est reçu aux cris de « nous voulons la guerre ». L'accord passé avec Clemenceau est rejeté par ses partisans unionistes. Sous la pression de ces derniers, le prince chérifien se rétracte quelque peu et remet en cause ses engagements³⁵, d'où une vive inquiétude dans les milieux chrétiens. Les unionistes sont tout aussi mécontents que les libanistes ; pour ces derniers, le projet du Grand Liban tombe à l'eau, si Beyrouth est déclarée ville libre.

Le 16 janvier, Faysal se rend à Damas. Le 28 février, le Conseil Administratif décide d'envoyer à Paris une troisième délégation. C'est l'effacement dans les rangs chrétiens car le Liban n'est pas mentionné dans le projet de traité de paix avec la Turquie qui doit être signé à San Remo.

Le 7 mars, le Congrès Syrien réuni à Damas proclame Faysal roi de Syrie (Palestine incluse) au nom de la nation (*umma*) syrienne arabe. Le Mont Liban pourrait rejoindre la fédération s'il le souhaite ; il pourrait conserver son indépendance à la condition expresse de ne pas être lié à un pays étranger, la France en l'occurrence. Le 20 mars, les choses se précipitent : le Conseil Administratif déclare du sérail de Baabda l'indépendance soit du Liban, soit du Mont Liban avec l'adoption du drapeau tricolore orné d'un cèdre en son centre.

San Remo, Sèvres et Maysalun

Le Conseil Suprême de la Société des Nations, réuni le 25 avril à San Remo, désigne les puissances mandataires pour les territoires arabes

³⁵ *Lisan al-Hal*, 20 janvier 1920.

de l'Empire ottoman. Le mandat français au Levant relève du Mandat « A ». On note un rapprochement entre libanistes et unionistes aux dépens de l'influence française³⁶.

À la fin mai, les indépendantistes doutent de plus en plus de l'appui français qu'ils espéraient. Et comme les rumeurs circulent quant à une entente possible entre unionistes et libanistes, le patriarche Hoyek doit rassurer le général Gouraud pour ce qui est de la loyauté des Maronites à l'égard de la France. Des incidents sont à déplorer au sud du pays où des Chrétiens sont assassinés. On note une exaspération des libanistes face à l'insécurité entre les deux zones arabe et française, et l'on tient les forces françaises pour responsables de la dégradation de la situation. Le général Gouraud nomme le 2 juin une commission pour rédiger la constitution libanaise.

Le 10 juillet, sept des douze membres du Conseil Administratif votent une résolution stipulant l'indépendance complète et absolue du Liban sans faire mention de la France. Ayant pris langue avec Faysal et comptant se rendre à Damas, ils sont arrêtés pour conspiration. Gouraud dissout aussitôt le Conseil Administratif du Mont Liban ainsi que le Conseil Municipal de Beyrouth. En outre, il somme Faysal d'accepter l'occupation française de l'espace syrien sous sept jours.

Le 24 juillet, l'affrontement de Maysalun ouvre aux Français les portes de Damas. L'opposition ayant été écrasée, le général Gouraud est omnipotent ; il s'accorde les pleins pouvoirs. En date du 3 août, il prononce le rattachement de la Bekaa et de Baalbek, Rashaya et Hasbaya au Mont Liban, et règle ainsi le contentieux entre libanistes et unionistes au détriment de ces derniers.

Le 10 août 1920, le traité de Sèvres est signé ; les articles 94 et 95 reconnaissent l'établissement du régime du Mandat en Syrie, Mésopotamie et Palestine. Sur la base de ses articles et des dispositions de la Conférence de San Remo, la France va désormais organiser l'administration des territoires relevant de sa responsabilité.

Le Grand Liban : une « success-story »

La France se charge de porter le Liban sur les fonts baptismaux : par l'arrêté N° 318 du 31 août, le général Gouraud délimite les frontières d'un nouvel « État indépendant » (68), et le premier septembre, il va, de sur le perron de la Résidence des Pins, proclamer cet État du Grand

³⁶ Carla Eddé, p. 94.

Liban, en présence du patriarche maronite et du Grand Mufti. Dans son discours, il évoque le Liban « ses montagnes majestueuses, rempart inexpugnable de sa foi et de ses libertés, l'esprit subtil des libanais habiles au négoce et à l'éloquence, la grande et vieille amitié entre la France et le Liban et le bienfait de la paix française³⁷ ».

Le symbolisme de cette allocution ne fait que répondre à l'appel de Négib Aboussouan qui a prononcé le discours d'accueil du Haut Commissaire, un discours qui s'achève en ces termes : « À l'ombre du Drapeau dont la gloire sublime et immaculée rend la France éternelle, impérissable et nécessaire, le Grand Liban vivra. Nos vœux sont accomplis³⁸ ».

Ainsi les vœux sont prononcés ! C'est quasiment une cérémonie religieuse ! Comme si les épousailles de la France et des Maronites, si longtemps différées, étaient célébrées en grande pompe, au grand dam des unionistes ! Il n'y a plus rien à ajouter sauf que le 23 novembre, et sans en référer à la Société des Nations, la France promulguera un décret définissant le rôle de son représentant, un Haut Commissaire qui ne sera responsable que devant le gouvernement français, auprès duquel il prendra ses ordres.

Rétrospectivement, on peut dire que les Maronites avaient pris de gros risques. S'allier à l'impérialisme français, réclamer au-delà de ce qui leur était traditionnellement dû et établir un État à prévalence chrétienne en Orient musulman, relevait de la témérité voire de l'inconscience. Que se serait-il passé si, pour une raison ou une autre, les troupes françaises s'étaient retirées du Levant, laissant les libanistes chrétiens à leur sort, en milieu hostile et vindicatif ?

Or il s'est fait que la chance avait finalement souri à ces chrétiens d'Orient, mais cette chance allait également nourrir l'amertume et susciter l'envie dans leur environnement islamo-arabe ; et c'est d'autant plus vrai que le projet Liban fut, jusqu'en 1975, une réussite certaine³⁹. Doit-on rappeler que pendant longtemps, ce pays fut désigné comme la province rebelle (*al-liwa al-mutamarid*) par les unionistes, les arabistes et les nostalgiques d'un royaume chérifien mythique⁴⁰? On n'allait pas

³⁷ Cf. Ibrahim Tabet, *La France au Liban et au Proche-Orient*, Beyrouth, Édition de la revue phénicienne, 2012, p. 197.

³⁸ Cf. Gérard Khoury, p. 397, Négib Aboussouan, libaniste convaincu, était, à l'époque, mutasarif de Beyrouth.

³⁹ Kamal Salibi parle de « success story ».

⁴⁰ Alors que le Hatay (la province d'Iskenderun/Alexandrette) était désigné comme la province arrachée (*al-liwa al-salib*).

pardonner aux Maronites ni leur volontarisme, ni leur arrogance, ni leur succès. On ne pouvait surtout pas leur pardonner d'avoir osé !

RECADRAGE DU DÉBAT

En guise de conclusion, il n'est pas vain de donner suite à la querelle que Carol Hakim⁴¹ a cherchée à Kamal Salibi⁴² et Meir Zamir⁴³ ces deux historiens ayant soutenu la thèse d'après laquelle les Maronites ont de tout temps poussé à la création d'un Liban indépendant. Madame Hakim soutient que cette soi-disant « anomalie », à savoir ledit « séparatisme » de la communauté maronite, est due à une vision essentialiste des choses. Pour elle, ce n'est que dans les quelques mois précédant la proclamation du Grand Liban, et à la suite d'événements qui se précipitaient, que l'élite intellectuelle maronite et la plus grande partie de la population se ralliait à l'idée d'indépendance :

[...] thus, it was only during the few months preceding the establishment of Greater Lebanon, and under the pressure of rapidly changing events, that the Lebanese Maronite elite and most of the population of Lebanon rallied to the idea of an independent Greater Lebanon. Such an outcome was not all predetermined or investable⁴⁴ [...]

Tout en reconnaissant que la communauté maronite ne doit pas être considérée comme un bloc unanime, on ne peut nier le fait qu'un « climat général » peut caractériser les sentiments ou les aspirations d'un groupe donné à un moment donné ou à une période précise de son histoire. Cela dit, Carol Hakim fait fi du climat général qui prévalait, dès la fin du XIX^{ème} siècle, dans les milieux chrétiens de la *Mutasarifiya* et qui appelait de ses vœux à un raffermissement et une institutionnalisation définitive d'une « autonomie » libanaise sous l'égide de la France. À trop vouloir disculper les Maronites de l'accusation « d'isolationnisme » qui pèse sur eux en milieu nationaliste arabe, l'historienne est semble-t-il tombée dans le réductionnisme.

Par ailleurs, il est entendu qu'une vision essentialiste de ce séparatisme maronite est à écarter, comme il est désormais admis que le Mont Liban n'aurait probablement été qu'une province syrienne sans la

⁴¹ Carol Hakim, p. 252-253.

⁴² Kamal Salibi, *A House of Many Mansions, the History of Lebanon Reconsidered*, London, 1988, p. 16.

⁴³ Meir Zamir, *The Formation of Modern Lebanon*, London, 1988, p. 38.

⁴⁴ Carol Hakim, *op. cit.*, p. 252-253.

décision française de lui accorder un destin indépendant. Cela concédé, il n'en reste pas moins que l'affirmation de Carol Hakim appelle les commentaires suivants :

- L'éminente historienne⁴⁵ a tort d'affirmer que ce n'est que dans les derniers mois précédant la proclamation du Grand Liban que la majorité de la population (*most of the population*) s'est ralliée à l'idée d'un Grand Liban indépendant. Cette vue est largement démentie par le film des événements rapportés plus haut. Par ailleurs, prise à son jeu, Carol Hakim a eu le tort de réduire les revendications maronites à l'exigence d'un Grand Liban, c'est à dire à l'indépendance et à l'élargissement des frontières. Elle a allégrement escamoté l'insistance maronite quant à une tutelle française, assurance de sécurité physique. Or les exigences des chrétiens libanais constituaient un triptyque où chaque revendication conditionnait les deux autres.
- L'idéologie empêche souvent de voir la réalité des faits et l'on confond aisément l'histoire des idées, pour importante qu'elle soit, avec l'histoire de l'opinion publique qui est d'un autre calibre. Carol Hakim pense à tort que l'élite laïque maronite pouvait avoir une quelconque influence sur les rescapés de la disette, ces rescapés qui tenaient, à tort ou à raison, le turc musulman pour responsable de leur génocide. S'est-elle au moins demandé qui, dans le *rif*⁴⁶ libanais et à l'époque, avait entendu parler de Chucri Ghanem, d'Abdallah Sfeir ou même d'Amine al-Rihani, pour ne citer que ces trois essayistes dans la liste qu'elle produit à l'appui de sa thèse ? Il est à rappeler qu'ils étaient des expatriés qui, résidant respectivement en Égypte, en France, et aux États-Unis, n'avaient pas connu les affres de la famine et n'avaient pas développé, de ce fait, les rancœurs que nourrissait la population libanaise au sortir de la Grande Guerre. Quitte à se répéter, on peut valablement se reposer la question de savoir quel poids pouvaient avoir les convictions affichées de ces auteurs sur l'opinion de la majorité de leurs coreligionnaires ? Vraisemblablement aucun, étant donné qu'il n'y avait pas de rapport de cause à effet ! *Non sequitur* !

⁴⁵ Cf. son excellent ouvrage *The Origins of the Lebanese National Idea, 1840-1920*, University of California Press, 2013.

⁴⁶ Le terme « rif » désigne les villages dispersés et hameaux éparpillés du Mont Liban, les maronites dans leur majorité ne résidant pas dans les centres urbains.

Or dans la réalité des faits, et dès la fin du XIX^{ème} siècle, comme mentionné plus haut, la population chrétienne du Mont Liban, encadrée par son clergé, tout comme son élite intellectuelle en partie formée par les missions catholiques françaises, baignaient dans un climat qui réclamait pour le Liban une autonomie plus large que celle accordée par la *Mutasarifiya*, un élargissement de ses territoires et une protection française plus affirmée comme garantie de survie.

Pour remettre les pendules à l'heure, nous dirons donc qu'à la fin de la Grande Guerre, dans le pays dévasté, l'opinion chrétienne vivait sous la coupe du spectre de la famine, toujours aussi menaçant, un spectre qui avait soudé, pour une rare fois peut-être, mais dans l'horreur, une communauté minoritaire. Par ailleurs, le peuple de la Montagne maronite était également sous une autre coupe, celle politique de son clergé, notamment le haut-clergé traditionnellement francophile qui dans la tourmente avait assuré le soutien aux masses affligées. Certes les projets politiques de certains intellectuels maronites, bien introduits, sont dignes d'intérêt mais de là à dire que les projets de ces forts en thème pouvaient refléter les attentes des chrétiens de la Montagne, c'est « aller vite en besogne » !

Et pour tout dire, ce n'est pas le ralliement tardif de quelques intellectuels au Grand Liban de Gouraud qui pouvait caractériser le climat général d'une communauté aux abois depuis que la famine l'avait frappée de plein fouet au printemps 1915 !

Par conséquent, il est vain de chercher dans les idiosyncrasies desdits hommes de lettres, des arguments pour récuser « l'anomalie maronite » ou pour infirmer « l'exception libanaise ».